



mONTPELLIER 2020

La lettre de Sursaut

Septembre 2020, n°91

Engagement politique et militantisme



Gisèle HALIMI en 1982, en Isère - Photo de Franck PÉDERSOL

L'article du *Monde* sur le « *mortel ennui* » de Mazarine Pingeot a alimenté de nombreuses réactions tout au long du mois d'août, période généralement pourtant plus propice au confinement des débats politiques qu'à leur exacerbation. Vous en retrouverez des échos dans cette *Lettre de Sursaut* car la question soulevée mérite intérêt, en effet, bien au-delà du seul féminisme. La mort de Gisèle Halimi y a ajouté une actualité inattendue. Elle aussi s'est montrée surprenante dans son traitement. La vie de l'avocate a paradoxalement été utilisée par certain(e)s comme contre-argument souvent stérile. Elle aurait dû, au contraire, éclairer le débat, Gisèle Halimi étant l'incarnation même du lien indénouable entre militantisme et engagement politique. Les plus anciens des montpelliérains se souviennent encore des rencontres avec elle à la faculté de droit au début des années 1970 lorsqu'elle plaidait pour la dépénalisation de

l'avortement et pour sa législation. Elle y dénonçait, notamment, l'hypocrisie de certains hauts dirigeants politiques dénonçant les pratiques de contrôle de naissance dans la Métropole française alors qu'ils l'encourageaient dans des territoires d'Outre-Mer dont ils étaient députés. Nous avons tenu, dans ce numéro, à lui consacrer un hommage tant elle a incarné une figure politique majeure du XXe siècle.

Le titre de l'article de Mazarine Pingeot, « *Souffrir d'un mortel ennui* », est évidemment très maladroit et malvenu. Il peut être interprété comme l'envers même du message qu'il contient. L'expression renvoie à une position narcissico/romantique mi-bovaryenne, mi-nihiliste à l'opposé de l'exigence de dépassement des positions « politiques » qu'elle vient salutairement rappeler. On ne doit jamais se contenter du seul spontanéisme individuel, même s'il est généreux. Outre sa fatale stérilité à moyen terme, il ne peut faire que le lit d'une récupération par nos cultures néo-libérales toujours promptes à prôner l'individu contre le collectif. Le citoyen doit savoir engager son action dans une dimension politique collective, sinon il la condamne à des impasses en la limitant au seul stade réactif émotionnel et en l'exposant à l'activisme violent de sous-groupes totalitaires faisant fi de toute référence aux lois qui structurent la vie sociale. Cette précaution concerne tous les mouvements qui traversent nos sociétés ; nous l'avons mesuré avec les débordements du mouvement des *Gilets jaunes*. Jean Matouk utilise l'expression de « *cancel culture* », celle de « *la chasse à courre à l'homme et à la démocratie* » (cf. ci-dessous).

Les anathèmes traitant l'équipe municipale de Paris de « pédocriminelle » en constituent un triste exemple. Lors de la campagne pour les européennes, la candidate REM, Irène Tolleret, tenait une réunion publique dans la Salle des Rencontres de l'ancienne mairie de Montpellier. Les participants étaient accueillis par un petit groupe d'individus venant les prendre à parti et les insulter par des cris proférés à 50 cm de leurs visages : « *pédophiles ! Vous avez du sang sur les mains !* ». Tout ça parce que Daniel Cohn Bendit, qui devait être présent à ce meeting, avait écrit, il y a 35 ans, un texte assez trouble dont il s'est depuis maintes fois depuis expliqué et excusé.

Le Monde a publié deux réponses immédiates à l'article de M. Pingeot. Le premier émane de 13 militantes féministes et s'intitule : « *Gisèle Halimi vient de mourir et Mazarine Pingeot souffre d'un mortel ennui* ». Le second a été écrit par l'universitaire et écrivain caennaise, Belinda Cannone. D'autres articles s'y sont ajoutés depuis : Gérard Dorival en fait un recensement plus détaillé ci-dessous.



Salomé portant la tête de Saint Jean Baptiste Le CARAVAGE

Belinda Cannone rappelle qu'en janvier 2017 à Florence le metteur en scène italien, Leo Muscato, a réécrit la fin de *Carmen* sous le prétexte que « *l'on ne peut pas applaudir le meurtre d'une femme* ». De victime, Carmen devient la meurtrière. Attention de savoir mesurer où l'on va. Pourquoi ne pas faire demain la même chose avec tous les autres chefs d'œuvre de nos tragédies où les femmes sont sacrifiées ou assassinées ? Pourquoi ne pas imaginer que les hommes, à leur tour, demandent la réciproque et exigent les têtes des Dalila ou Salomé en proposant que ce soient Samson ou Jean Baptiste qui les tuent

! Certains pourraient aller jusqu'à demander que l'on repeigne les multiples œuvres qu'a consacrées Le Caravage aux décapitations vengeresses.

Un mouvement post-renaissance avait exigé le voilage des sexes masculins dans les représentations picturales ou sculpturales. Le « tree » de Noël que l'artiste Paul McCarthy avait dressé place Vendôme à Paris en 2014 a dû être retiré après sa vandalisation sous le prétexte qu'il pouvait être assimilé à un plug anal. Nous courons un grave risque de l'avènement d'une culture entendant protéger aujourd'hui le citoyen de tout ce qui pourrait être susceptible d'engendrer antiféminisme, racisme, homophobie et demain de toute évocation heurtant la sensibilité des uns ou des autres. On sait que cette auto-censure est à l'œuvre aujourd'hui et que les maisons d'éditions embauchent des lecteurs spéciaux pour enlever des manuscrits ou scénarios tout ce qui serait susceptible de choquer tel ou tel sous-groupe. On calibre désormais les films ou les livres en fonction des pays de leur diffusion pour ne pas heurter leurs ordres politiques et culturels. Le gouvernement imposé par ce nouvel esperanto moral de l'art annonce la mort de toute culture.

La question soulevée par l'article de M. Pinget est assez exemplaire du mal qui mine nos sociétés. Le spontanéisme des individus devenus rois dans la revendication de leur bon vouloir a remplacé la dimension sociale qui fonde les sociétés humaines. La réduction du temps en simple succession de moments instantanés a effacé la trame qui constitue l'histoire. On a évoqué cette question dans notre numéro de Juillet à propos des déboulonnages des statues exigées au nom de la dénonciation de l'esclavage. L'exigence de la culture disparaît au profit de celle de la seule jouissance réactive immédiate. On impose de faire et défaire au gré des caprices et intérêts de l'instant. Cette dangereuse inclinaison constitue, en définitif, ce que Belinda Cannone nomme une « *maladie infantile* » du politique. Elle ne peut, écrit-elle, que nous « *amener dans le mur* ».

Au profit de qui ? L'histoire nous a malheureusement assez clairement enseigné comment la violence spontanée, même si sa cause est légitime, peut engendrer le pire. Chacun doit le garder en mémoire. Canal + diffuse actuellement le troisième épisode de la série « *Babylone Berlin* ». L'esthétique est somptueuse, les personnages sont très attachants, même si le scénario vagabonde parfois de façon touffue. L'histoire se passe à Berlin en 1929 en pleine montée du fascisme et du communisme, dans une Allemagne faisant face à une très dure situation économique. Le film montre très bien comment les puissances financières alliées avec les nationalistes nostalgiques de l'Empire Germanique ont choisi de s'appuyer sur les violences civiles en favorisant celles des futurs nazis pour prendre le pouvoir. Ils espéraient que la peur engendrée par ce climat amènerait la population à demander un pouvoir qui ramènerait l'ordre et la discipline. Ils pensaient faire ainsi le lit pour accéder à leurs propres ambitions. En réalité, ils ont fait celui d'Hitler et de son IIIe Reich.

Les Chroniques de Gérard DORIVAL

Le féminisme dans tous ses états



birdsdessines.fr

Les phénomènes de société donnent lieu généralement à des productions littéraires ou journalistiques abondantes et contradictoires. C'est le cas d'évidence aujourd'hui, entre autres problématiques, à l'instar

de l'écologie, de la question des masques, du « féminisme » qui alimente des débats contradictoires récurrents, portés au Parlement et jusque dans la rue.

La question n'est pas nouvelle, évoquée sous des registres différents par Simone Veil, Françoise Giroud, Yvette Roudy, Gisèle Halimi et bien d'autres, y compris nombre d'hommes ! En contrepoint des dénis de réalité insupportables comme des mouvements radicaux qui adoptent des formes parfois extravagantes (« *Ne pas avoir un mari, ça m'expose à ne pas être violée, ne pas être tuée, ne pas être tabassée !* » dit Alice Coffin, journaliste, élue verte à la Mairie de Paris, finalement exclue de la municipalité par la Maire de Paris), des positions plus équilibrées, au moins dans la forme, se font jour.

La tribune iconoclaste de Mazarine Pingeot dans *Le Monde* apporte ainsi un éclairage responsable qui ne saurait cependant être moins clivant. Passons sur les appréciations malsaines, laudatrices ou acerbes, portant essentiellement sur la filiation très médiatisée de cette agrégée de philosophie qui pense bien entendu par elle-même et a notamment écrit « *La dictature de la transparence* » en 2016 et « *Se taire* » en 2019. Le titre est provocateur « *Ce mortel ennui qui me vient* », repris par anaphores successives dans les sous-titres La romancière dénonce le nouveau féminisme qui se complait dans la morale au lieu d'agir, selon elle, de façon politique. La victoire « *d'extrémistes de la médiocrité* », mus par le ressentiment, la vengeance, la délation et la vindicte discrédite les combats féministes. Des jeunes femmes sans désir mais pleines de colère, mieux loties que leurs mères, qui ont mené la lutte pour elles, instrumentalisent en « viol » un « compliment » venu d'un homme. Les générations à venir en seront réduites aux relations tarifées ou contractuelles. L'intelligence est systématiquement piétinée au profit de la haine. Une exaltation narcissique de se croire appartenir à une morale mais qu'est-ce qu'une morale adossée à la haine ?

Le but avoué est de compromettre les cibles masculines, blanches et d'un certain âge, selon des à priori identitaires et non universalistes, concept honni. Il s'agit de remplacer une domination par une autre et non de promouvoir une société égalitaire et équilibrée. « *Ce mortel ennui devant l'orgasme onanisme d'une colère pseudo féministe, quand des femmes sont encore excisées, quand des femmes sont encore lapidées, quand des femmes sont exploitées... se battent sur tous les fronts* ». On se régale d'avance à la perspective de la « *convergence des luttes* » qui ne peut aboutir qu'à de nouvelles frontières. Inconséquence des nouveaux maccarthystes. Les déviants de ce nouvel ordre moral seront condamnés à l'autocensure, l'intériorisation de l'interdit. Avant de mourir du réchauffement climatique, nous aurons prévenu nos enfants qu'ils devront se battre pour la planète mais « *ils auront aussi à affronter le mortel ennui d'une morale de la haine ? L'idée même de combat politique risque d'y succomber* ».

En réplique à cette tribune, dont le titre prête le flanc à la dérision (la référence à ses états d'âme n'est jamais bien portée), un collectif de 13 militantes féministes fait paraître dans *Le Monde* réservé aux abonnés : « *Gisèle Halimi meurt et Mazarine Pingeot souffre d'un mortel ennui* ». Le titre se veut méprisant et la référence à Gisèle Halimi n'est peut-être pas la bienvenue tant le fond de l'action de cette dernière me semble avoir emprunté des chemins et des méthodes plus proches de Mazarine Pingeot que de ses détractrices (ressenti personnel). Le ton est sarcastique : Mazarine Pingeot ne serait qu'une donneuse de leçons. Le mouvement MLF a 50 ans et les signataires disent agir dans son droit fil. La loi de 2016 qui pénalise les clients de la prostitution est une avancée. Les nominations de Darmanin, cité par une accusatrice et de Dupont-Moretti, auteur de propos libres, constituent, selon elles, une offense. La défense d'Alice Coffin (voir plus haut) face à Christophe Girard, « *encarté socialiste* » (qualificatif chargé d'opprobre et dénigrant dans une forme d'expression souvent employée par l'extrême gauche) ne surprendra pas. La convergence des luttes : féminisme, racisme, sans-papiers, gilets jaunes etc. est essentielle : d'aucuns y noteront une certaine confusion propice à une priorisation relative de la cause des femmes. D'autres au contraire que tout est dans tout et que les combats sont indivisibles.

Le « collectif » conclut que Mazarine Pingeot leur fait « *perdre leur temps* », ce qui augure mal d'un dialogue éventuel susceptible d'enrichir contradictoirement une cause qui le mériterait. Le mépris réciproque n'est pas le meilleur viatique pour avancer.

« *Et si les féministes se remettaient à faire de la politique ?* » : Belinda Canonne pose la question. L'universitaire, auteure de « *La tentation de Penelope, une nouvelle voie pour le féminisme ?* » estime

que se réfugier dans une colère intransigeante comme le fait le néo-féminisme, ne sert pas à faire avancer la cause des femmes. La réécriture en 2017 de « Carmen » par Léo Muscato qui a cru bon d'inverser les rôles à la fin de l'opéra : c'est Carmen qui tuera son amant ! (Commentaire personnel : le révisionnisme culturel par opportunisme est à la culture ce que le révisionnisme historique est à l'histoire). La passion triste d'une « colère punitive » génère des slogans infâmes : recours au « sécateur », « le poing dans la gueule ». La « honte », invective préférée des ligues de vertu et « bienvenue à « pédoland » feraient de la Mairie de Paris un repère de pédophiles ! « Tout est politique », hélas non, il s'agit de ressentiment. En fait, tout est médiatique.



Carmen se rebelle et tue Don José, opéra de Florence mis en scène par Leo Muscato (rts.ch)

La politique, ce n'est pas l'expression d'une sensibilité blessée et la recherche de la vertu du voisin, c'est la pensée complexe qui refuse les oppositions binaires (bien et mal, dominant et dominé). C'est la pensée rationnelle qui accepte les idées divergentes et refuse de céder devant l'émotion pour fournir plutôt des outils d'analyse et de changement. Faire de la politique, en démocratie, c'est œuvrer pour corriger les dérives ou les insuffisances des institutions et pour proposer des alternatives. Contre la dictature des rumeurs et des opinions, faire de la politique, c'est refuser de se contenter du rôle de victime éivrée de sa colère. « *L'histoire nous a appris que les époques de ressentiment finissaient mal, en général. Les attitudes compassionnelles, émotionnelles et vertueuses qui caractérisent la maladie infantile du néo féminisme risquent de nous mener dans le mur.* »

Il m'est impossible, faute de place, de faire la synthèse de toutes les prises de position, sans remonter à Olympe de Gouges. Certaines sont extrêmes. Réjane Sénac, directrice de recherche au CNRS (« *l'égalité ne peut être que radicale* »). Ou plus déterminées : Christine Delphy, sociologue, militante de longue date « *J'espère que les féministes ne resteront pas bien polies. La seule chose à faire, c'est de continuer la lutte.* » D'autres plus mesurées : Marie Darrieussecq : « *le féminisme est une intelligence, une alliance et une immense patience qui garde encore espoir dans une autre forme de masculinité* ». Selon Léa Domenach et Myriam Levain, « *les combats sont joyeux et tout sauf ennuyeux.....* ». Christine Le Doare enfin, interrogative : « *La critique du néo féminisme est-elle taboue ?* ». Le féminisme est traversé par des approches contrastées de même qu'il est profondément divisé sur des sujets clivants (la prostitution, le voile et l'islam, la GPA...).

Je m'autorise en tant qu'homme à considérer que ce combat est néanmoins légitime sur le fond et que les méthodes adoptées pour convaincre gagneraient cependant à être plus consensuelles

Beaucoup d'étages et beaucoup de monde à chaque étage ...

Je réintroduis un serpent de mer que tous les gouvernements prétendaient réduire mais qu'ils ont au contraire aggravé.

Six échelons de gouvernance et d'administration tentent de développer les politiques publiques en France : les communes (35 416), les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (1254 dont 997 communautés de communes, 227 d'agglomération, 14 communautés urbaines et 21 métropoles, sans compter les syndicats intercommunaux spécifiques), les Départements (102), les Régions (18), l'Etat (et toutes ses « succursales », qui sont autant de lieux d'exercice de pouvoirs) et enfin l'Europe avec ses

propres structures, Conseil, Commission, Assemblée et représentations en régions, ne serait-ce que pour la gestion des fonds européens.

Chacun convient que la structure socio-politique strictement nationale dispose au moins d'un échelon de trop, mais lequel ? La commune, surtout les petites, était citée en exemple pour une suppression éventuelle au profit de l'intercommunalité. La pandémie du Covid 19 a singulièrement repoussé cette vision redonnant place au maire dans la gestion locale, au plus près des citoyens. Les tendances évoluent donc selon les circonstances pour aboutir invariablement à un statu quo que certains jugent coûteux, de nature confuse (où se situe la réelle prise de décision et de gestion ?) et de lisibilité imparfaite pour le citoyen.

Toutes ces collectivités sont gérées par des instances élues (ce qui est essentiel)

705 députés siègent au Parlement Européen, 577 à l'Assemblée Nationale française, 326 au Sénat, avec quelques milliers d'attachés parlementaires, 283 au Conseil économique, social et environnemental. Ajoutons environ 38 000 élus aux intercommunalités, plus de 2 000 conseillers régionaux et 4 000 conseillers départementaux. Ainsi se dessine ce que l'on a coutume de qualifier de « mille-feuille ». Plus de 900 000 personnes ont été candidat(e)s aux élections municipales en 2020 et 618 384 ont été élues soit 1 mandat électif pour environ 100 habitants.

Plus près de nous, siègent 158 Conseillers régionaux d'Occitanie, 170 au Ceser, 50 au Département de l'Hérault, 92 à la Métropole et 65 à la ville de Montpellier.

Le gouvernement actuel compte 43 ministres avec désormais un déplaçonnement des membres de cabinet dont le nombre fut réduit antérieurement à dix (la mode est à l'ouverture des vannes, ce qui, pour moi, est une tendance coupable)

48 500 hauts fonctionnaires administrent par ailleurs ces échelons auquel il convient d'ajouter toutes les structures dites de démembrement de l'Etat, établissements publics, offices, agences, régies, comités, hauts conseils etc... au niveau central comme au niveau déconcentré.

L'empilement est générateur d'enchevêtrements, grandement dommageables à la bonne administration (on l'a amèrement ressenti dans le domaine de la santé, pendant la crise, non éteinte, du COVID)

Toute cette « sur-administration », source de technocratie, s'avère au final relativement inefficace voire nuisible et la population ne peut que s'en montrer pour le moins dubitative.

Les coûts (frais de fonctionnement cumulés et indemnités des élus dont les totalisations sont impressionnantes) sont beaucoup trop lourds, eu égard aux besoins criants constatés partout. La décence devrait interpellier pour le choix d'une réduction drastique.



Dessin de Xavier GORCE

Dans ce domaine, le moins ne serait-il pas le mieux et le plus opérant que le plus ? La France à ce niveau n'est-elle pas le pays où la représentation politique est la plus dense, sans pour autant que la preuve soit faite d'une meilleure efficacité.

Qu'on ne s'y trompe pas. Je défends ardemment la démocratie représentative et ne participe pas au bashing des élus mais les excès d'effectifs, de dépenses et de technocratie peuvent finir par saper l'édifice, le détruire ou ouvrir la voie à la défiance des citoyens tentés par des options aventureuses.

Les coûts (frais de fonctionnement cumulés et indemnités des élus dont les totalisations sont impressionnantes) sont beaucoup trop lourds, eu égard aux besoins criants constatés partout. La décence devrait interpeller pour le choix d'une réduction drastique. Dans ce domaine, le moins serait le mieux et le plus opérant que le plus.

Qu'on ne s'y trompe pas. Je défends ardemment la démocratie représentative et ne participe pas au bashing des élus mais les excès d'effectifs, de dépenses et de technocratie peuvent finir par saper l'édifice, le détruire ou ouvrir la voie à la défiance des citoyens tentés par des options aventureuses.

Le Ministère des sports, dernière roue du char de l'Etat

J'en étais à peu près depuis cinquante ans et ai vécu le développement favorable de ce département ministériel au vu des évolutions sociétales et de l'explosion des pratiques sportives exponentielles, diversifiées et innovantes, pour constater amèrement aujourd'hui un retour en arrière qui ne dit pas son nom. Marie Georges Buffet, Ministre appréciée de 1997 à 2002, et Régis Juanico député *Génération S* ont rédigé une tribune dans *Le Monde* : « *les politiques publiques sportives ne se résument pas à la question éducative* ». « *La délégation d'un Ministère des sports sous l'autorité du Ministère de l'Education Nationale n'est pas un bon signal politique. Cette mise sous tutelle est révélatrice de la place-mineure du sport dans notre pays* ». Les politiques, haut-fonctionnaires et Bercy ont toujours affiché un certain mépris. Le Ministère de l'Education Nationale pèse 73 Milliards d'€, celui de la Culture, jugée noble, dépasse les 10 Milliards et celui du sport, jugé trivial ; à peine 0,7 Milliard d'€, (dont 0,3 M. au titre de l'Agence du Sport), le tout en diminution depuis 3 ans.

Les collectivités territoriales et locales envisagent, pour certaines, de réduire la voilure et les « sponsors » encore plus, pour d'évidentes raisons conjoncturelles : l'avenir des sports à tous les étages s'assombrit. Pas de plan de relance pour les 350 000 clubs et leur 3 Millions de bénévoles sauf un fonds de 15M au sein de l'Agence. Le mouvement sportif, composite, ne constitue pas un lobby de nature à infléchir la politique nationale. On l'a bien vu naguère avec une pétition initiée par le CNOSF que j'avais signée mais qui a malheureusement fait « flop ». Le nombre d'agents ne cesse de diminuer. Ils seront intégrés au 1/01/2021 dans les Directions régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (priorité aux politiques « jeunesse » et mise en place ... du service national universel !).



Dessin de Claude SERRE

Les politiques publiques sportives ne se résument pas à la question éducative, évidemment importante. Nous revenons dans le « carcan » après y avoir échappé depuis environ 40 ans. J'ai eu le sentiment d'avoir eu une liberté d'action et d'innovation qui a caractérisé « Jeunesse et Sports », sous l'autorité soit lointaine, soit proche des Préfets.

Les Rectrices et Recteurs auront-elles-ils cette volonté de laisser se développer les initiatives, hors du seul sport scolaire ? Le champ du possible reste pourtant très large.

Gisèle HALIMI nous a quittés



France 3 régions

Gisèle Halimi est morte le 28 juillet au lendemain de ses 93 ans. Parmi les multiples hommages qui lui ont été consacrés, deux mots reviennent inmanquablement : combattante et insoumise.

Gisèle Taïeb est née le 27 juillet 1927 à Tunis dans le quartier de la Goulette. Elle racontera que son père a été si désolé d'avoir une fille qu'il mettra plusieurs jours avant d'annoncer sa naissance à ses amis. Pourtant il aimera rapidement passionnément son enfant alors que les relations seront beaucoup plus difficiles entre Gisèle et sa mère. Il est vrai que la fille n'est guère docile. A 10 ans elle fait une grève de la faim pour obtenir le droit à la lecture. Elle ne se plie pas davantage aux rites religieux de sa famille juive. A 16 ans, elle refuse un mariage arrangé et obtient de sa famille la possibilité de faire ses études de droit en France. Elle revient en 1949 et s'inscrit au barreau de Tunis.

Elle s'installe en France et épouse en 1956 Paul Halimi. Elle gardera son patronyme après leur divorce et épousera ensuite Claude Faux, qui fut secrétaire de Jean-Paul Sartre. Elle sera la mère de trois garçons dont Serge Halimi, directeur de la rédaction du *Monde Diplomatique*. Elle a toujours regretté de ne pas avoir eu de fille pour mettre à l'épreuve ses engagements : « *j'aurais voulu savoir si, en l'élevant, j'allais me conformer exactement à ce que j'avais revendiqué, à la fois pour moi et pour toutes les femmes* ».

Gisèle Halimi ne se contente pas d'être une petite fille rebelle, elle est rapidement une militante politique. Bien qu'étant elle-même française, elle lutte pour l'indépendance de la Tunisie. Aux côtés de Jean Paul Sartre elle milite contre la guerre d'Algérie et signe le manifeste des 121 : « *Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie* ». En 1960 elle prend la défense de Djamila Boupacha, jeune algérienne de 22 ans, torturée et violée par des soldats français après l'avoir arrêtée et accusée d'avoir posé une bombe. Elle entraîne dans cette défense Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre, Louis Aragon, Geneviève de Gaulle, Germaine Tillion et obtient que Djamila soit finalement jugée en France. Elle sera au final condamnée à mort puis amnistiée et libérée en 1962 après les accords d'Evian.

Gisèle Halimi continuera à s'engager dans l'action politique. En 1965 avec Evelyne Sullerot, Colette Audry, Yvette Roudy et autres femmes, elle fonde le *Mouvement démocratique féminin* pour soutenir la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République. En 1971, elle fait partie des signataires du *Manifeste des 343 « je me suis fait avorter »*, demandant la dépénalisation et la légalisation de l'avortement. Elle fonde, la même année, avec Simone de Beauvoir le mouvement *Choisir la cause des femmes*, qui organise, entre autres, la défense de nombreuses femmes maltraitées.

En 1972, à Bobigny, elle assure la défense d'une jeune fille de 16 ans, Marie-Claire, et de sa mère qui l'a aidée à avorter. Gisèle Halimi plaide, alors, au-delà de ces deux femmes pour la libéralisation de

l'avortement. Marie-Claire est relaxée. Sa mère est condamnée mais dispensée de peine. La loi sur l'interruption volontaire de grossesse sera portée et promulguée 3 ans plus tard par Simone Veil.

Gisèle Halimi entamera alors une nouvelle lutte pour que le viol soit reconnu comme un crime. Elle défend en mai 1978 devant les assises des Bouches-du-Rhône deux jeunes femmes belges violées par trois hommes alors qu'elles campaient dans une calanque. Malgré leur plaidoirie de non culpabilité, ils sont condamnés. En 1980 la loi reconnaîtra le viol comme un crime.

En 1981, elle se fait élire députée apparentée socialiste de l'Isère et obtient en 1982 le remboursement des IVG. Pendant deux ans (1985-1986) elle sera également ambassadrice de France à l'UNESCO. Elle retourne ensuite à son métier d'avocate et se met à écrire. Elle publie une quinzaine de livres entre 1988 et 2011, dont le dernier, *Histoire d'une passion*, à l'âge de 84 ans : « *Passion. C'est dit, c'est écrit. Tout naturellement, le mot m'est venu pour décrire cet embrasement permanent, en chaud ou en froid. Qui se moque de la mesure, de la décence, des habitudes. Un sentiment assez puissant pour décider d'un nouvel ordre de nos existences* ».

En 1998, elle fait partie du groupe qui fonde ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne). En septembre 2019, Gisèle Halimi, dans un de ses derniers interviews dans le journal *Le Monde*, s'étonnait encore que « *les injustices faites aux femmes ne suscitent pas une révolte générale* ».

« *Je dis aux femmes trois choses : votre indépendance économique est la clé de votre libération. Ne laissez rien passer dans les gestes, le langage, les situations, qui attentent à votre dignité. Ne vous résignez jamais !* ».

« Chasse à courre » à l'homme et à la démocratie !

Blog de Jean MATOUK (6 août 2020)

Savez-vous ce qu'est la « cancel culture » ? En traduction directe « culture de la suppression ». Le mot est issu des Etats-Unis et désigne une tendance de certains groupes ethniques ou idéologiques à harceler un individu ou un groupe, notamment, mais pas seulement, par la voie des réseaux sociaux et de manifestations répétées, jusqu' à ce qu'il perde son poste, sa responsabilité, son honneur. Le motif ? L'expression publique par le pourchassé d'une opinion qui ne plait pas au groupe ou à la minorité en question. Je ne peux pas m'empêcher de faire le rapprochement avec le harcèlement qu'on voudrait parvenir à éradiquer au sein de certains établissements scolaires, visant des élèves, parfois jusques au suicide.



Image du film *Scènes de chasse en Bavière* de Peter Fleischmann (1969)

Cette véritable chasse à courre à l'homme, a un transposé dans le domaine de la statuaire. On déboulonne des statues de personnages célèbres que d'aucuns veulent bannir de l'histoire. Ainsi en a-t-il été, scandaleusement, de la statue de Victor Schoelcher à Fort-de-France, pourtant auteur de la loi d'abolition de l'esclavage de 1848, que Napoléon avait rétabli après sa première abolition en 1793, au

prétexte que lui-même, comme tous les français de Martinique de l'époque, avait eu des esclaves. Les mêmes menacent de détruire aussi la statue de Colbert- en tous cas de débaptiser la salle qui porte son nom à l'Assemblée nationale- au prétexte qu'il a été l'auteur du Code noir lequel eut plutôt pour effet d'encadrer les pratiques esclavagistes des maîtres antillais.

Dans une tribune, reproduite dans *Le Monde* du 9 juillet, cent cinquante écrivains, surtout américains, ont dénoncé ces pratiques, citant notamment Bret Weinstein, professeur de biologie au Evergreen State College de Washington, qui, simplement parce qu'il avait refusé de participer à une journée durant laquelle les blancs devaient s'abstenir de venir sur le campus, et l'abandonner aux seules minorités, a été lâché par la présidence de l'université et contraint d'abandonner son poste.

En France, on doit citer la scandaleuse censure de Sylviane Agasinski en octobre 2019 à l'Université Bordeaux Montaigne en raison de sa position sur l'aide médicale à la procréation. Je ne partage pas tout à fait son point de vue, mais j'avais été indigné par cette censure, comme les universitaires qui avaient alors signé une tribune de protestation dans *Marianne*. Dans le même genre, le blocage par quelques centaines d'étudiants de l'amphi de la faculté de droit de Lille ou François Hollande devait faire une conférence, avec destruction de ses livres. Le prétexte : François Hollande était jugé responsable, au même titre que ses prédécesseurs et successeur de la précarité étudiante !

Il faut évidemment citer le cas du nouveau ministre de l'intérieur qui ne peut plus faire un pas dehors sans se heurter à de petits groupes de femmes qui, faisant totalement fi de deux classements sans suite judiciaires, et anticipant de nouvelles poursuites, dans l'espoir d'influencer les magistrats, voudraient interdire à ce ministre d'exercer ses fonctions. Même si, dans un autre procès passé, l'accusatrice avait été condamnée pour fausse allégation.

J'hésite aussi à citer, même si c'est sans rapport d'importance, la fausse colère de Clémentine Autain contre Éric Dupont Moretti qui a osé affirmer que si l'on devait inscrire au dictionnaire le mot « féminicide », il faudrait aussi y créer « androicide ». Argument parfaitement fondé en étymologie. Assassiner une femme, c'est d'abord assassiner un membre de l'espèce humaine. Répondant à une interview de l'écrivain américain Thomas Chatterton Williams (*Le Monde* 26-27 juillet) initiateur de la tribune américaine contre cette chasse à courre qu'est la « cancel culture » » Laure Murat, historienne, professeur à l'Université de Californie Los Angeles, répond, dans *Le Monde* des 2-3 août, que cette « cancel culture » est effectivement mauvaise pour la société, mais – je la cite intégralement – *« qu'elle n'est que l'avatar logique inévitable d'une démocratie à bout de souffle, dite désormais illibérale et de l'ère de la post-vérité, l'enfant illégitime de la pensée occidentale et du capitalisme débridée dans une société, aveugle à ses impensés, et incapable de reconnaître les crimes et conséquences sans nombre de l'esclavage et de la colonisation »*.

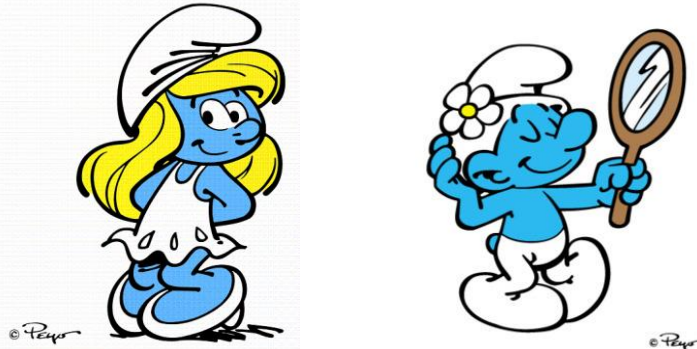
Même si on peut écrire plus simple. Il est vrai que la démocratie est en danger et que des démocraties illibérales sont en voie de constitution en Europe même. Dans ces démocraties, l'exécutif une fois élu, met la main sur les médias, fait fi de la séparation des pouvoirs, et asservit la justice. Vrai aussi que les réseaux sociaux sont les instruments essentiels du règne de la post-vérité. Mais peut-on ainsi légitimer ces « chasses à courre », ces violences diverses qui visent à censurer les opinions qui ne vous conviennent pas. C'est cette pratique des chasses à courre à l'homme qui détruit la démocratie. Elle n'est pas le signe d'une démocratie à bout de souffle. Elle est elle-même un des outils de sa destruction.

Quand j'entends dire, dans les manifestations de ces groupes et que j'y lis, *« qu'il n'y aura pas de paix civile tant qu'il n'y aura pas de justice »*, est-ce que cela signifie que les « groupes » en question, ceux qui pratiquent la « cancel culture » s'arrogent le pouvoir judiciaire à la place des magistrats. C'est alors bien eux qui participent, chère collègue Laure Murat, à détruire la démocratie que l'Europe a construite, reconstruite et perfectionnée sur vingt-cinq siècle. Ni la « manif » répétée, ni la chasse à l'homme sur les réseaux sociaux, ni aucune autre forme de « cancel culture » n'est légitime à se substituer à la justice, ni même à peser sur elle.

Dans l'Hair du temps : conversations au salon de coiffure (épisode 3)

Jean Claude ALBERT

Ciel gris souris, on se croirait en Bretagne. Une esquisse d'esquisse de cumulo stratus nimbus semble se dessiner au loin, c'est en tout cas ce que j'aperçois à travers la vitrine - joliment décorée - de mon salon de coiffure. Quelques feuilles flétries tourbillonnent devant la porte, semblant attendre un signal. Comme le chantait Lionel Jospin à la télé « *les feuilles mortes (ou les feuilles d'impôts je ne me souviens plus) se ramassent à l'appel* ».



Les Schtroumpfs de PEYO

Est-ce le début d'un automne hivernal de type finlandais à durée quasi illimitée, ou bien une courte parenthèse grisaille ? On verra bien. Je discute vacances avec Sif (1) ma souriante coiffeuse à l'impeccable blondeur qui poursuit l'essorage en douceur de mes cheveux shampooinés. Mille questions sur l'actualité locale : y aura-t-il cette année de belles sorties de cèpes en Lozère ? quel avenir pour le club de rugby de la capitale languedocienne après la sévère défaite de Mohed Altrad à la mairie de Montpellier ? rentrée scolaire avec ou sans masques ? Bref nous papotons.

Une seconde de silence quand s'élève une voix masculine forte, méridionale, modèle premier ministre : "*il y a beaucoup plus grave. Notre économie connaît de terribles difficultés, pas besoin d'insister sur les faillites, la montée du chômage etc. Mais nous ne nous en sortons qu'en faisant bloc avec nos voisins Allemagne, Espagne, Italie. Moi en tant qu'agriculteur je suis très attaché à l'Europe, celle que voulaient le Général de Gaulle, Monnet, Schuman. Nous avons une mission claire : nourrir nos compatriotes, exporter, nourrir les européens, les populations. Quand je pense qu'après la catastrophe de Beyrouth, le Liban, qui importe tout, ne peut même plus fournir de pain à ses habitants car les silos de farine ont été détruits. Nous- les européens et pas seulement la France- devons aider ce pays* ». Il ajoute " *Je suis attaché à l'Europe mais pas à cette Europe-là qu'il faut profondément transformer*".

"*Tu as raison Louis (1) (ils se connaissent bien)*" lui répond Isis (1) spécialiste capillaire aux cheveux noirs de jais". » *Mais il y a du boulot et ça remonte à loin. Souviens-toi. A l'école la maitresse nous avait parlé d'Europe, ravissante déesse de la mythologie grecque dont Zeus dieu de l'olympie était tombé amoureux. Déguisé en taureau, ce dieu brutal avait enlevé sa dulcinée jusqu'en Crète et ça s'était très mal terminé. Les médias de l'époque avaient même parlé de viol, (sans d'ailleurs respecter la présomption d'innocence). Bon c'est vrai, depuis les choses ont bien changé.... Quoique. Elle ajoute : « Nous avons aujourd'hui besoin d'une Europe forte avec un noyau dur de pays leaders, comme le proposait Jacques Delors* ".

Grand silence. Sif (1) approuve : » *je suis d'accord. Bien sûr il ne suffit pas de critiquer : je trouve que la décision récente des européens d'engager un plan de relance de 750 milliards d'euros est une bonne initiative. Mais j'attends autre chose de nos institutions européennes ; et notamment un peu plus de démocratie. Souvenez-vous du Traité de Maastricht refusé par une majorité d'électeurs de notre pays, et adopté malgré tout quelques années plus tard.* »

En l'écouter je songeais à une réunion technique à laquelle j'avais assisté il y a longtemps à Berlaumont au siège de la Commission sur les vertus de la comitologie. C'est, en effet, à Bruxelles qu'a été inventé il y a une cinquantaine d'années ce terme désignant un processus destiné à favoriser les compromis entre institutions. L'expression la plus achevée de ce qu'est un pouvoir technocratique silencieux. C'est d'ailleurs probablement grâce aux experts chargés de ces questions qu'a été adoptée en 1988 une directive européenne (d'une importance capitale) sur la limitation du bruit des tondeuses à gazon. J'ajoute un petit mot : *» Vous avez raison. La démocratisation de l'Europe est une nécessité absolue mais c'est un long, très long, processus. C'est un cheminement permanent. Malheureusement aux franges de ce sentier pousse une fleur vénéneuse : le nationalisme. Regardons certains des pays qui nous entourent. «.*



Dessin de PLACIDE

" Moi, je n'y comprends rien", s'exclame une mamie installée sous son casque. " J'ai entendu dire à la télé qu'il y avait un président du Conseil européen élu pour 2 ans et demi (c'est un belge en ce moment), et un président du Conseil de l'Union européenne qui, lui, change tous les 6 mois. L'un doit être en CDD, l'autre en stage d'insertion, ça doit bien faire rigoler Donald Trump et le Président Chinois Xi Jinping ». Je me souviens qu'il y a une cinquantaine d'années déjà le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger s'interrogeait : ' l'Europe quel est son numéro de téléphone ?' Est-ce que les choses ont changé ? » « Mais oui mamie » lui répond le petit garçon assis à côté d'elle, « maintenant pour discuter il y a le portable, le smartphone, la tablette, l'iPad ».

« L'aille quoi ; l'aillepade ? Ras le bol de l'anglais. Moi je connais l'aïoli et la tablette de chocolat, ça suffit à mon bonheur ». Sourires, le petit garçon est déjà replongé dans Fortnite ou Spiderman.

La blonde Sif (1) ajoute « Cette anglicisation est insupportable. Et avec les américains on n'est pas sorti de l'auberge. Moi j'ai découvert récemment sur Internet l'expression « la cancel culture », ça vient de chez eux. En gros c'est la culture de l'annulation, le boycott, ce que les québécois appellent la culture du bannissement. Si tu es canceled, c'est que tu poses un problème aux minorités agissantes et anonymes par tes propos non conformistes, et tu dois donc disparaître. Au mieux des réseaux sociaux, au pire de la planète.

Je repense à cette définition d'une spécialiste américaine « la cancel culture, une violence contagieuse au nom d'un monde meilleur » L'actualité du moment- la lettre de Montpellier 2020 en parle- nous offre de parfaites illustrations de ces dérives d'origine nord-américaine.

« Je trouve que nous vivons dans un monde violent, ajoute notre coiffeuse. Il y a quand même mieux à faire que de déboulonner les statues de Colbert ou de Jules Ferry ».

« Mais c'est plus facile que de déboulonner les statuts des cheminots » ajoute Louis. Sourires dans le salon. Aucune casquette ferroviaire à l'horizon. Ouf !

Je suis maintenant installé sur le grand fauteuil rouge que j'affectionne tandis que la fée capillaire commence son travail d'artiste sur ma chevelure en broussaille. Quelques cheveux blancs supplémentaires comme tous les mois. Je ferme les yeux, plongé dans mes rêveries de promeneur (non) solitaire d'il y a quatre mois : confinement, puis, au bout de 50 jours et 50 nuits (douces, musicales en hommage à nos soignant(e)s), découverte dans mon village de nouveaux sentiers, de nouveau chemins

de vignes, de ce couple d'escargots à la progression millimétrée niché au pied d'un mazet. Mais hélas Covid 19 n'est pas mort et comme tout un chacun je crains la réplique.

La forte voix méridionale de mon voisin Louis (1) me fait sursauter : « on ne trouve pas seulement des anglicismes mais aussi de nouveaux mots sympas dans nos dictionnaires français aujourd'hui : permaculture, locavore c'est plus intelligent que leur cancel culture, c'est un signe positif de notre société en direction d'une agriculture durable, des circuits courts, de la bien bouffe ».

Silence approbateur.

Dernier coup de brosse, quelques microgouttelettes de ce parfum que j'adore, sourire à nos sympathiques salonnières, et en route vers de nouvelles aventures. Prochain rendez-vous dans un mois si Covid 19 n'y fait pas obstacle.

(1) - Les prénoms ont été modifiés

Lu dans la presse



www2.assemblee-nationale.fr

Notre ami Jean Paul VOLLE nous invite à un partage de deux articles parus dans *Le Monde*.

1 - Dominique MEDAⁱ, *Chronique*, *Le Monde* 28/06/2020 : « *Rebâtir notre économie sans contraindre nos concitoyens à passer par la case chômage* ». La crise sanitaire Covid-19 est « sans doute une crise endogène – c'est-à-dire provoquée non pas par la colère des dieux, mais par la démesure des humains » (D. Méda d'après le Rapport Spécial d'avril 2020 du Haut Conseil pour le climat). Dominique Méda fait partie des chercheurs observateurs des travaux et résultats de la Convention citoyenne pour le climat. Elle souhaite que soient mises en œuvre les mesures édictées par la Convention, mesures indispensables dit-elle pour assurer « une relance verte » à partir des « outils permettant de renforcer la résilience de la société et de satisfaire les aspirations prioritaires de nos concitoyens. »

Elle souligne un triple bénéfice : en termes écologiques (sauvegarder la biodiversité), en termes de santé (résister aux crises sanitaires) et en termes économiques (soutenir les activités productrices de manière sélective, croissance verte). La crise doit être une opportunité pour engager « une véritable reconversion écologique ». La transition écologique sous-entend de construire une économie nouvelle à partir de nouveaux gisements d'emplois liés au déploiement de compétences et de métiers inédits. « Revenu de transition », « contrat d'activité » ou autres dispositifs d'emploi et de formation doivent être élaborés pour éviter l'extension du chômage et la régression sociale. Le rapport de Laurence Parisot (Février 2019) suite à la loi de 2015 pourrait ouvrir le chemin selon D. MEDA. Comment sécuriser les emplois, la formation et les revenus des salariés pour assurer une transition socialement bénéfique ? A quelle échelle sinon régionale produire un diagnostic pertinent de la situation économique des filières et des capacités de formation ? Comment créer, ainsi que la Convention l'énonce, une nouvelle gouvernance de la transition en termes de compétences ? Autant de questions qui exigent en réponse une plus grande implication citoyenne au niveau des décisions, une place renforcée des institutions publiques pour contrôler le cœur du système financier et des obligations d'information au plus près des décisions d'investissement. L'intérêt général n'est-il pas le moteur de la transition écologique ? Avec en toile de

fond la définition du capitalisme par Martin Luther King : le socialisme pour les riches, la libre entreprise pour les pauvres.

¹ Dominique MEDA professeure de sociologie Paris Dauphine

2 - « Dans la piscine », texte de Marie DARRIEUSSECQ (Le Monde, Chronique « Féminines » 9/10 Août 2020)

Pourquoi ne pas retenir cette belle approche de Marie Darrieussecq ?

« Mais le féminisme est le seul militantisme qui n'a jamais tué personne. Le féminisme est une intelligence, une alliance et une immense patience qui garde encore espoir dans une autre forme de masculinité... Il me faudra des années pour comprendre, grâce à d'autres femmes, que ce n'était pas à moi de changer, mais à eux ».

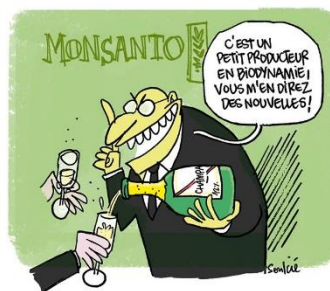
Loin, bien loin, de ce « mortel ennui qui me vient... » de Mazarine Pingeot

Le monde d'avant, ... le jour d'après... le monde avec...

Une pétition pour sortir du glyphosate

LES DESSINS DE LA RÉDACTION

L'EUROPE PROLONGE
LE GLYPHOSATE



PAR THIBAUT SOULIÉ



De son côté Jacques VALLET attire notre attention sur une pétition.

L'Autriche a été le premier pays de l'UE à avoir voté en faveur d'une sortie progressive du glyphosate à l'échelle nationale le 2 juillet 2019. Il est enfin sur le point d'adopter son interdiction. Mais pour y arriver, il a besoin de l'approbation de la Commission européenne. Bayer-Monsanto fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher l'UE d'approuver cette interdiction, car si l'Autriche y parvient, d'autres pays suivront. Il nous appartient, en signant cette pétition, de contrer son lobbying agressif et d'ouvrir la voie à l'interdiction du glyphosate dans toute l'Europe

« L'Autriche est sur le point de devenir le premier pays de l'UE à interdire totalement le pesticide toxique glyphosate. Nous appelons la Commission européenne à tenir bon face aux lobbyistes de Bayer-Monsanto, à respecter l'interdiction votée par les autorités autrichiennes ainsi que le droit de chacun des Etats membres à interdire les pesticides sur son sol, et à poser les fondations d'une interdiction totale du glyphosate en Europe ».

https://actions.sumofus.org/a/l-ue-doit-approuver-l-interdiction-du-glyphosate-en-autriche?sp_ref=661771907.99.208978.e.0.3&referring_akid=76854.15770834.suYPwt&referring_source=fwd&source=mlt

A vos agendas : trois rendez-vous importants ...

Le mois de Septembre est déjà là et, avec lui, la traditionnelle rentrée. Il faudra « faire avec » la Covid 19, bien sûr, mais ne pas renoncer pour autant à poursuivre nos travaux et nos rencontres.

L'Antigone des Associations se déroulera sur le WE des 12 et 13 septembre sous un format numérique que précisera la mairie, la Covid empêchant une réunion physique. Montpellier 2020 y sera présent cette année encore. Une plateforme virtuelle sera accessible permettant de faire connaissance avec les activités des diverses associations inscrites.

Notre CA se réunira le 7 septembre afin de mettre en place son travail de réflexion et de propositions en vue des élections départementales et régionales qui doivent se dérouler en mars 2021. Nous vous préciserons la façon dont ceux et celles qui désirent y participer pourront se joindre à nous.

Le vendredi 2 octobre à 18 h : soirée Controverses avec Iannis Roder. Cette rencontre devait se dérouler le 24 avril. La pandémie nous a contraint à la reporter. Le thème tournera autour des valeurs républicaines et des droits et devoirs dans une démocratie maire, Michaël Delafosse, nous a dit qu'il y serait présent.

- **le vendredi 2 octobre à 16 h : AG au Gazette Café.** Tous ceux et celles d'entre vous qui aimeraient nous rejoindre sont chaleureusement invités. Merci de nous le préciser si c'est votre intention pour prévoir le volume de salle dont nous aurons besoin. **Vous pouvez nous informer en écrivant à : joseph.mornet6@orange.fr**

La Lettre de Sursaut :

Rédacteur : Joseph MORNET

Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous. Vous pouvez transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph Mornet : joseph.mornet6@orange.fr

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site www.montpellier-2020.fr

BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant :

Ville :

Code postal :

Mail :

Téléphone :

s'acquitte de la somme de 25 € au titre de l'année 2020 payable par chèque à l'ordre de « association Montpellier 2020 » à adresser à : Éric PEREZ, Campagne Michel, 76 rue des Cétoines, 34090 Montpellier

Fait à :

le

Signature
